

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE LOIR-ET-CHER

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION

4ème bureau

AA/GL

*ETABLISSEMENT G.I.A.T INDUSTRIES à SALBRIS.
Arrêté portant récépissé de changement d'exploitant.*

LE PREFET DE LOIR-ET-CHER,

Vu la loi du 8 Août 1929 portant servitudes autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 75-633 du 15 Juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à leur récupération des matériaux ;

Vu la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 89-924 du 23 Décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement Industriel des Armements Terrestres (G.I.A.T.) ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret du Ministère de la Guerre en date du 11 Septembre 1931 classant l'Atelier de Chargement de SALBRIS comme servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs et créant autour des enceintes de cet établissement un polygone d'isolement, délimité sur plans parcellaires, à l'intérieur duquel aucune construction ne pourra être réalisée sans l'autorisation du ministre de la guerre ;

Vu le décret du 20 Mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 28 Août 1953 du Ministre de la Défense Nationale et des Forces Armées portant extension du polygone d'isolement créé autour de l'Atelier de Chargement de SALBRIS ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 susvisée ;

Vu le décret n° 79-846 du 28 Septembre 1979 portant règlement d'administration publique sur la protection des travailleurs contre les risques particuliers auxquels ils sont soumis dans les établissements pyrotechniques ;

Vu le décret n° 80-813 du 15 Octobre 1980 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du Ministère de la Défense ou soumises à des règles de protection du secret de défense nationale ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 Mars 1993 pris pour l'application de la loi du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;

Vu l'arrêté du Ministre de la Guerre en date du 23 Octobre 1933 affectant à l'usage de magasins à poudre divers bâtiments dépendant de l'Atelier de Chargement de SALBRIS et frappant de servitudes des terrains sis sur le territoire des communes de SALBRIS et LA FERTE-IMBAULT ;

Vu l'arrêté du 26 Septembre 1980 fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques ;

Vu l'arrêté interministériel n° 90-10838 A du 29 Juin 1990 fixant la liste des droits, biens et obligations attachés aux activités des établissements industriels de la Direction des Armements Terrestres constituant le Groupement Industriel des Armements Terrestres et apportés à la société G.I.A.T. INDUSTRIES ;

Vu les procès-verbaux de bornage en date des 10 Juillet 1962, 16 Février et 5 Novembre 1963 des groupes A, B, C et D de l'Atelier de Chargement de SALBRIS ;

Vu la déclaration en date du 19 Juillet 1990 de la Société G.I.A.T. INDUSTRIES, dont le siège social est sis 313 Bureaux de la Colline à ST CLOUD (92213), faisant connaître en application des dispositions de l'article 34 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977, qu'elle a repris à compter du 1er Juillet 1990 l'exploitation des installations classées implantées sur le centre anciennement dénommé Atelier de Chargement de SALBRIS ;

Vu le rapport en date du 13 Avril 1993 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARTICLE 1er - Il est donné récépissé à la Société G.I.A.T. INDUSTRIES, dont le siège social est sis 313 Bureaux de la Colline à ST CLOUD (92213) de sa déclaration en date du 19 Juillet 1990 faisant connaître qu'elle a repris à compter du 1er Juillet 1990 l'exploitation des installations classées implantées sur les quatre groupes constituant le centre de SALBRIS, anciennement dénommé Atelier de Chargement de SALBRIS visées sous le régime de l'autorisation ou de la déclaration selon les rubriques 3, 68, 81 bis, 153 bis, 167, 251, 253, 261 bis, 282, 286, 322, 355, 361 quater, 405, 406, 1131/1450 (ex 346), 1310 (ex 302, 356 et 357 ter) 1311 (ex 357), 1450 (ex 111 et 112) de la nomenclature ;

ARTICLE 2 - L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de la législation en vigueur, notamment celle des lois, décrets et arrêtés susvisés.

ARTICLE 3 - Indépendamment de ces prescriptions, l'administration se réserve le droit d'imposer ultérieurement toutes celles que comporterait l'intérêt général.

ARTICLE 4 - Dans un délai de trois mois à compter de la date du présent arrêté, l'exploitant adressera à la Préfecture et à l'Inspecteur des Installations classées :

- une étude des dangers présentés par l'établissement décrivant les différents scénarios d'accidents possibles et leurs conséquences,
- une étude de son impact sur l'environnement, comportant notamment la première partie de l'étude déchets prescrite par la circulaire ministérielle du 28 Décembre 1990,
- un plan d'opération interne (P.O.I.).

ARTICLE 5 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - MM. le Secrétaire Général de la Préfecture, les Maires de SALBRIS, LA FERTE-IMBAULT, ST VIATRE, MARCILLY-en-GAULT, SELLES-ST-DENIS, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au pétitionnaire.

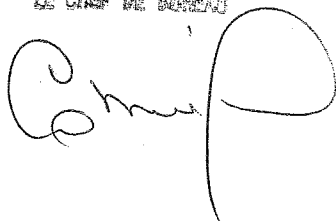
BLOIS, le 7 JUIN 1993

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

Pierre CLAVREUIL

POUR AMPLIATION
LE CHEF DE BUREAU



Corinne CORMIER

